

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources  
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en  
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -  
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique  
Arabe

# Journal **de** Palestine

## Dossier

N° 401 du 26.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon  
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce  
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

**Vous retrouverez ce journal**

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

## Sommaire

### 2 Les brèves

2-1 Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967.

2-2 Mahmoud Abbas parle d'élections à défaut d'accord avec le Hamas.

2-3 Mahmoud Abbas envisage des élections seulement en Cisjordanie.

2-4 Rebecca Serfaty : Commerce maritime : boycott arabe contre Israël.

2-5 Israël rouvre des points de passage vers la bande de Gaza.

### 3 Dossier

3-1 [Jonathan Cook](#) : L'objectif d'Israël : mettre Gaza à genoux.  
3-2 [Rania Adel](#) : Un constat d'échec.  
3-3 [Robert Bibeau](#) : Si le dialogue interpalestinien échoue, Abbas convoquera des élections début 2009.  
3-4 [Ginette Hess Skandrani](#) : Un seul Etat démocratique pour tous ceux qui aiment cette terre et veulent la construire ensemble.  
4 [Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage](#)  
4-1 Une descente de l'armée israélienne recherchant des enfants ayant "jeté des pierres".  
4-2 «Le sionisme égale racisme - Israël égale apartheid».  
5 [Analyse - Géopolitique et stratégie](#)  
5-1 [K. Selim](#) : Scandale absolu  
5-2 Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967.  
5-3 [Dori Gold](#) : Palestine : Les enfants délibérément pris pour cibles.  
5-4 [Salama A. Salama](#) : Des Européens brisent le blocus.  
6 [Annexe](#)  
6-1 [Yrom](#) : Obama, l'Afrique et le Monde.  
6-2 [Jean Ziegler](#) : "La haine de l'Occident"  
**A LIRE ABSOLUMENT**

---

---

## 2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967.

sur le respect des normes internationales humanitaires et relatives aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël particulière y est accordée aux conséquences d'une occupation prolongée durant laquelle les directives de l'ONU relatives au respect des droits reconnus par la loi ont été systématiquement ignorées.

Il est également pris note de l'entreprise liée à la relance du processus de paix lors du sommet d'Annapolis de décembre 2007, en particulier du fait que l'on comptait qu'Israël gèlerait l'expansion des colonies et assouplirait les restrictions à la circulation imposées en Cisjordanie. Il est décourageant de constater que les faits montrent que les colonies se développent et que de nouvelles restrictions sont imposées en Cisjordanie.

Il est en outre fait état de la violation du droit international humanitaire liée à l'existence du mur de séparation, et des victimes palestiniennes, notamment parmi les enfants, en conséquence du recours excessif des Israéliens à la force pour mettre fin à des manifestations non violentes.

L'attention est par ailleurs appelée sur les exactions commises par Israël aux points de passage de la frontière, le harcèlement et les agressions dont sont victimes les journalistes palestiniens étant particulièrement préoccupants. Le rapport porte essentiellement sur la crise en matière de soins de santé, spécialement à Gaza.

Le Rapporteur spécial déplore qu'Israël n'applique pas les recommandations de la Cour internationale de Justice, que l'Assemblée générale a faites siennes, et appelle à une définition plus claire des droits du peuple palestinien en recommandant que l'Assemblée générale recueille un avis juridique sur la mesure dans laquelle l'occupation met en danger la réalisation du droit des Palestiniens à l'autodétermination.

lundi 24 novembre 2008.

[Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe](#)

[http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=5161](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5161)

Version française

<http://www.aloufok.net/onurap.pdf>

---

## 2-2 Mahmoud Abbas parle d'élections à défaut d'accord avec le Hamas.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré dimanche qu'il organiserait des élections présidentielles et législatives en 2009 si aucun accord de réconciliation avec le Hamas n'est conclu avant le 31 décembre.

Cette position a aussitôt été rejetée par le Hamas.

Le chef de l'Autorité autonome a déclaré devant la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) qu'il préside qu'il prendrait éventuellement un décret en ce sens au début de l'an prochain. "Si le dialogue avec le Hamas échoue, au début de l'an prochain j'appellerai à des élections présidentielles et législatives simultanées", a-t-il dit, sans avancer de date.

Les élections pourraient avoir lieu 90 jours après la publication de ce décret.

"C'est un appel illégal et anticonstitutionnel", a déclaré Faouzi Barhoum, porte-parole du Hamas, qui y a vu une confirmation de "l'intention d'Abbas de saboter le dialogue" entre les deux factions palestiniennes.

Le mandat d'Abbas expire en janvier, celui du Conseil législatif palestinien, dominé par le Hamas, en 2010. Mahmoud Abbas n'a donné aucune idée de la manière dont pourraient être organisées des élections sur le territoire contrôlé par le Hamas ni envisagé un boycott de la part du Hamas qui a menacé de ne plus reconnaître Mahmoud Abbas comme président à l'expiration de son mandat, le 9 janvier prochain. Il réclame une nouvelle présidentielle mais rejette l'idée d'organiser en même temps des élections législatives qui pourraient lui être défavorables.

Abbas affirme de son côté que la loi lui donne le droit de rester au pouvoir jusqu'en 2010.

Le président de l'Autorité palestinienne a jugé que les efforts de réconciliation n'étaient pas terminés. "Nous poursuivons nos efforts, nous continuerons", a-t-il assuré devant la direction de l'OLP réunie à Ramallah.

En 2006, les Américains avaient pressé Israël de ne pas empêcher la participation du Hamas aux résistances. "Je doute que ça se répète", a affirmé un député du Likoud, la droite israélienne. "En cas de victoire du Hamas, Israël n'aurait plus aucun interlocuteur de l'autre côté", a-t-il souligné.

(23 novembre 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)

---

## 2-3 Mahmoud Abbas envisage des élections seulement en Cisjordanie.

Mahmoud Abbas envisage d'organiser des élections générales uniquement en Cisjordanie si le Hamas empêche qu'elles se tiennent aussi à Gaza, a déclaré un conseiller du président palestinien.

Dimanche, devant le Conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Abbas avait annoncé son intention d'organiser en 2009 des élections présidentielle et législatives faute d'un accord de réconciliation avec le groupe islamiste d'ici à la fin de l'année.

Le mandat présidentiel d'Abbas expire début janvier, mais celui du Conseil législatif palestinien, dominé par le Hamas, qui contrôle Gaza depuis 18 mois, ne s'achève qu'en 2010. Le Hamas a jugé

"illégal et inconstitutionnel" l'appel d'Abbas à des élections législatives anticipées et assuré que cette initiative visait à saboter les efforts de réconciliation déployés par l'Egypte pour réconcilier les deux ailes du mouvement palestinien.

Le Hamas s'est dit favorable en revanche à une élection présidentielle à l'expiration du mandat de Mahmoud Abbas, le 9 janvier, et a menacé de ne plus le reconnaître au-delà de cette échéance alors que l'OLP, dont le mouvement islamiste ne fait pas partie, l'a symboliquement proclamé

dimanche président du futur Etat palestinien.

"Pourquoi menacer d'organiser des élections ?

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une réconciliation nationale", a dit le chef du Hamas Khaled Méchaal

Pour sa part, Abbas, dans une allocution télévisée, a de nouveau précisé qu'il laissait jusqu'à la fin de l'année au Hamas pour reprendre les négociations suspendues ce mois-ci lorsque le Hamas a refusé de se rendre au Caire pour des discussions.

"Faute de réponse positive, nous organiserons de nouvelles élections présidentielle et législatives", a dit le président palestinien.

Mais pour Méchaal, si Abbas peut demander un scrutin présidentiel, "il ne peut organiser des élections législatives". "Tous les efforts actuels sont centrés, jusqu'au début de l'an prochain, sur le succès du dialogue national", a déclaré à Reuters Nimer Hammad, conseiller d'Abbas, tout en admettant implicitement ne pas y croire.

En cas d'élections générales, a-t-il poursuivi, Mahmoud Abbas dépêchera des fonctionnaires électoraux à Gaza. "Si le Hamas les empêche par la force de préparer les élections à Gaza, cela ne va pas empêcher la tenue des élections. Nous organiserons les élections en Cisjordanie et le

Hamas sera responsable d'avoir empêché les élections à Gaza", a-t-il dit.

"Un tel stratagème politique ne va pas le sauver", a déclaré Mahmoud Zahar à propos d'Abbas. "L'appel aux élections est une manifestation de la crise dans laquelle il vit. Il ne pourra se concrétiser tant qu'il ne sera pas décidé par une majorité parlementaire."

"Et cela ne peut avoir lieu tant que nos dirigeants sont en prison et tant qu'il y aura une forte possibilité de fraude",

a ajouté ce dirigeant en faisant référence à l'arrestation par Israël de certains parlementaires du Hamas. "Cette soi-disant entité du Hamas à Gaza doit cesser et nous espérons que cette division se terminera par la voie des urnes. Le Hamas ne veut ni dialogue ni élections. Nous ne pouvons accepter la poursuite de cette division", a affirmé pour sa part Hammad.

Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe

24 novembre 2008.

[http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=5162](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5162)

---

## 2-4 Rebecca Serfaty : Commerce maritime : boycott arabe contre Israël.

Israël essaie d'agir contre le boycott arabe appliqué aux compagnies de navigation dont les bateaux ont mouillé dans les ports israéliens, selon la radio Galei Tsahal. Le boycott est de plus en plus grave et s'exprime, entre autres, par des amendes et des taxes élevées demandées aux bateaux dans les ports des pays arabes ; les sommes payées causent de grosses pertes aux compagnies. Le boycott est appliqué en réaction aux sanctions économiques prononcées par l'occident contre des pays qui financent le terrorisme comme l'Iran et la Syrie.

Selon des personnes travaillant dans le domaine de l'exportation, des compagnies de commerce maritime dont les bateaux ont mouillé en Israël sont inscrites sur une liste noire dans les pays arabes, et quand leurs bateaux arrivent dans leurs ports de ces pays les autorités portuaires leur imposent taxes et amendes.

A cause de ce boycott, de moins en moins de compagnies sont prêtes à faire escale dans les ports israéliens, ce qui cause des pertes aux exportateurs, principalement à ceux qui vendent des produits agricoles et des phosphates.

« Quand le nombre de bateaux est limité, il est évident que les quantités transportées le sont aussi, il en résulte que les produits sont plus chers », a expliqué l'officier naval Avraham Ysor, spécialiste international de transport réfrigéré.

Selon Ysor, ces derniers temps, il a reçu de la part de compagnies de commerces internationales de nombreux messages qui témoignent des difficultés créées par le boycott arabe.

Le ministère de l'Agriculture a été sommé de se pencher sur le problème et a indiqué que des efforts sont faits afin de persuader les autorités commerciales américaines de formuler de nouvelles règles selon lesquelles les compagnies qui se plient au boycott ne recevraient pas les services des ports américains.

« Aux États-Unis, il y a des lois très claires qui fixent que se plier au boycott arabe est un délit », explique Tsvi Alon, sous directeur du ministère, « mais bien entendu, ces lois ne s'appliquent qu'aux compagnies et citoyens américains ». Alon estime que beaucoup de temps passera jusqu'à ce que les américains acceptent de se mêler du conflit et encore plus de temps jusqu'à ce que les ports américains donnent des instructions en ce sens.

Rebecca Serfaty

21 novembre 2008. –

Arouts7

<http://a7fr.net/Article/59768.htm>

23 11

---

## 2-5 Israël rouvre des points de passage vers la bande de Gaza.

Israël a ouvert lundi des points de passage vers la bande de Gaza pour la seconde fois en trois semaines, autorisant un approvisionnement limité du territoire palestinien en denrées alimentaires et en fioul.

Les organisations humanitaires estiment que cette ouverture n'aura qu'un impact minime sur la population de l'enclave, où les réserves s'amenuisent.

Israël a autorisé l'entrée de 45 camions, dont dix à destination de l'Office de secours et de travaux de l'Onu pour les réfugiés de Palestine (UNWRA), par le point de passage de Kerem Shalom, ont déclaré des responsables.

"Ce n'est pas suffisant", a réagi Christopher Gunness, porte-parole de l'UNWRA. Il estime que l'agence aurait besoin d'être approvisionnée par 15 camions chaque jour, non seulement en vivres mais aussi en livres scolaires bloqués par Israël depuis des semaines.

Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a ordonné la réouverture des points de passage après avoir constaté une diminution du nombre de roquettes tirées sur Israël par des activistes de la bande de Gaza.

Le 4 novembre, après un raid de son armée contre des activistes palestiniens, Israël avait interdit à l'UNRWA et à d'autres agences humanitaires de livrer des marchandises au territoire.

### CENTRALE ÉLECTRIQUE ALIMENTÉE

Depuis, la seule ouverture du passage de Kerem Shalom avait eu lieu le 17 novembre. Une trentaine de camions avaient alors pu livrer leurs marchandises.

Pour la première fois depuis le 12 novembre, Israël a aussi autorisé l'approvisionnement en combustible de l'unique centrale électrique de la bande de Gaza, décision qui devrait permettre de limiter temporairement les coupures de courant.

Le ministre de la Santé du Hamas, Bassim Naïm, a déclaré que Gaza faisait face à une "véritable crise qui ne (pouvait) pas être atténuée par les stratagèmes sionistes".

Selon un représentant palestinien, Israël a accepté de rouvrir les passages à la suite d'une médiation de l'Égypte, qui a obtenu que les activistes de Gaza cessent en même temps de procéder à des tirs de roquettes.

Des responsables israéliens ont dit que les futures livraisons humanitaires dépendraient du contrôle exercé sur les éléments qui perturbent la trêve entrée en vigueur le 19 juin dernier le long de la frontière Israël-Gaza. Elle expire en décembre.

Malgré les incidents qui les opposent, l'État juif et le Hamas ont exprimé la volonté de pérenniser ce cessez-le-feu conclu sous médiation égyptienne, qui exige du Hamas l'arrêt des tirs de roquettes et d'autres attaques visant Israël.

L'accord de cessez-le-feu prévoit aussi que l'État juif desserre progressivement son blocus imposé il y a plus d'un an sur le territoire, quand le Mouvement de résistance islamique s'en est emparé aux dépens des forces du Fatah de Mahmoud Abbas.

Reuters

23 11

Avec Adam Entous et Dan Williams à Jerusalem, version française Jean-Stéphane Broose, Clément Dossin et Philippe Bas-Rabérin

---

## 7 Dossier

### 3-1 Jonathan Cook : L'objectif d'Israël : mettre Gaza à genoux.

La question demeure : qu'attend Israël des Gazaouis une fois qu'ils seront dans la misère totale et dans une insécurité de plus en plus grande face aux représailles militaires israéliennes ?

Le dernier resserrement de l'étranglement israélien sur Gaza - l'arrêt de tout approvisionnement dans la bande de Gaza pendant plus d'une semaine - a eu des conséquences immédiates et désastreuses pour les un million cinq cent mille Palestiniens qui vivent dans la bande de Gaza.

Le refus d'autoriser les carburants a obligé la seule centrale électrique de Gaza à fermer, un arrêt qui a poussé les Palestiniens à sortir dans les rues avec des bougies pour protester, la semaine dernière. On s'attend maintenant à une crise de l'eau et du sanitaire.

Et jeudi, les Nations unies ont annoncé qu'elles n'avaient plus les produits alimentaires de base pour ravitailler 750 000 Gazaouis qui en ont un besoin désespéré. « C'est devenu un blocus contre les Nations unies elles-mêmes » déclare un porte-parole.

Y ajoutant un coup supplémentaire, la banque Hapoalim, une grande banque israélienne, a déclaré qu'elle refusera toute transaction avec Gaza d'ici la fin du mois, imposant de fait un blocus financier sur une économie qui dépend du shekel israélien. D'autres banques envisagent de suivre, coincées par la déclaration d'Israël de septembre 2007 déclarant Gaza « entité ennemie ».

Il y aura probablement bien peu de témoins à la descente de Gaza dans un hiver de ténèbres et de famine. La semaine dernière, tous les journalistes se sont vus refusé l'accès à Gaza, de même qu'un groupe de hauts diplomates européens. Quelques jours plus tôt, de nombreux universitaires et médecins qui devaient participer à une conférence d'évaluation des dommages causés sur la santé mentale des Gazaouis ont été eux aussi refoulés.

Israël : A Gaza, ce sont tous des Hamas !

Israël prétend que ce qui a provoqué les récentes restrictions des aides et du carburant à Gaza, c'est la violation par le Hamas d'un cessez-le-feu de 5 mois avec ses tirs de roquettes depuis la bande de Gaza. Mais Israël a contribué à la remise en cause de l'accord de cessez-le-feu : pendant que le monde était accaparé par les élections présidentielles américaines, l'armée a envahi Gaza, tuant 6 Palestiniens et provoquant ainsi les tirs de roquettes.

La catastrophe humanitaire qui frappe Gaza est pour une grande part sans lien avec les derniers cycles agressions/représailles entre Hamas et Israël. Il y a près d'un an, Karen Koning AbuZayd, commissaire générale de l'office des Nations unies pour les réfugiés lançait un avertissement : « Gaza est sur le point de devenir le premier territoire à être intentionnellement réduit à un état de misère sordide. »

Elle accusait directement Israël de l'étranglement de Gaza, mais elle visait aussi la communauté internationale comme complice. Les uns et les autres ont commencé à bloquer les aides début 2006, après l'élection du Hamas à la tête de l'Autorité palestinienne (AP).

Les États-Unis et l'Europe ont approuvé cette mesure sur le principe qu'il fallait forcer les gens de Gaza à revoir leur soutien au Hamas. La logique se voulait la même que celle qui avait conduit aux sanctions contre l'Iraq sous Saddam Hussein au cours des années 90 : quand les civils de Gaza en auront assez de souffrir, ils se soulèveront contre le Hamas et se donneront de nouveaux dirigeants acceptables par Israël et l'Occident.

Un homme pleure la mort d'un parent. (Afp) Comme l'a dit Mme AbuZayd, ce moment a marqué le début d'une complicité de la communauté internationale avec la politique de punition collective de la bande de Gaza, au mépris de la Quatrième Convention de Genève qui définit de tels traitements à l'égard des civils comme un crime de guerre.

Le blocus a été maintenu depuis, sans relâche, même si le résultat escompté n'a pas été obtenu dans la bande de Gaza plus qu'il ne l'avait été en Iraq. Au contraire, le Hamas a assis son pouvoir et cimenté la séparation physique de la bande de Gaza d'avec la Cisjordanie dominée par le Fatah.

Loin de reconsidérer sa politique, la direction israélienne a réagi en resserrant l'étau toujours plus fort, à un point tel que la société de Gaza est maintenant sur le point de s'effondrer.

Il est vrai pourtant que ce n'est qu'indirectement que la catastrophe qui grandit et qui est provoquée sur Gaza est liée à l'accession du Hamas au pouvoir et aux tirs de roquettes.

Ce qui préoccupe le plus Israël, c'est ce que représente chacun de ces développements, à savoir le refus des habitants de Gaza d'abandonner leur résistance contre l'occupation continue d'Israël. Les deux fournissent à Israël un prétexte pour se dégager des protections auxquelles ont droit les civils de Gaza en vertu du droit international, afin de les soumettre.

A un moment embarrassant, les médias israéliens ont révélé ce week-end que l'un des premiers actes d'Ismail Haniyeh en tant que Premier ministre Hamas, élu en 2006, avait été d'envoyer un message à la Maison-Blanche de Bush en lui proposant une trêve de longue durée en échange de la fin de l'occupation israélienne. Sa proposition n'a même pas été réceptionnée.

Au lieu de cela et d'après le Jerusalem Post, les décideurs israéliens ont cherché à renforcer l'impression qu'« il était inutile pour Israël de renverser le Hamas car la population (de Gaza) est Hamas ». Sur cette base, la punition collective se trouve justifiée puisqu'il n'y a pas de vrais civils à Gaza. Israël est en guerre avec chaque homme, chaque femme et chaque enfant, individuellement.

Montrant à quel point cette opinion est partagée, le cabinet a débattu la semaine dernière d'une nouvelle stratégie pour rayer des villages gazouis dans une tentative pour arrêter les tirs de roquettes, une redite des tactiques d'ailleurs remises en question qu'Israël a utilisées au Sud Liban dans sa guerre de 2006. Les habitants seraient avertis avant le début des bombardements aveugles.

En réalité, la volonté d'Israël de boucler la bande de Gaza et d'en terroriser la population civile est même antérieure à la victoire électorale du Hamas. On peut la situer à l'époque du désengagement d'Ariel Sharon en été 2005, quand le règne du Fatah sur l'Autorité palestinienne était incontesté.

La façon dont Mr Sharon envisageait l'isolement de Gaza fut révélée peu après le retrait, en décembre 2005, quand ses officiels ont proposé, pour la première fois, de couper l'électricité à la bande de Gaza.

Cette politique n'a pas été appliquée, soulignent les médias locaux à l'époque, à la fois parce que ces collaborateurs avaient pensé que cette violation de la loi internationale serait dénoncée par les autres nations et qu'il était à craindre qu'une telle démarche entamerait les chances du Fatah de gagner les élections, le mois d'après.

Avec le résultat du vote, toutefois, Israël s'est trouvé le prétexte dont il avait besoin pour commencer à dégager sa responsabilité à l'égard de sa population civile. Il a déplacé sa relation avec Gaza d'une situation d'occupant à une situation de partie ennemie en guerre. Une politique de punition collective qui était manifestement illégale à la fin 2005 devenait alors une procédure d'exploitation standard d'Israël.

Juin 2006, Israël bombarde la seule centrale électrique de la bande de Gaza. (PCHR) Les discussions - de plus en plus véhémentes de la part des officiels, culminant en février avec l'observation tristement célèbre du vice-ministre de la Défense Matan Vilnai à propos de créer une « shoah », ou un Holocauste, à Gaza - sont allées de pair avec les mesures prises par Israël. L'armée a bombardé la centrale électrique de Gaza en juin 2006 et depuis, a progressivement coupé les fournitures de carburant. En janvier, Mr Vilnai a fait valoir qu'Israël devait se dégager de « toute responsabilité » à l'égard de Gaza et deux mois plus tard, Israël signait un accord avec l'Égypte pour que celle-ci construise une centrale électrique pour Gaza dans le Sinaï.

Toutes ces initiatives sont conçues avec le même objectif en tête : convaincre le monde que l'occupation de la bande de Gaza par Israël est terminée, et qu'Israël est en droit alors d'ignorer les lois de l'occupation et d'utiliser une force implacable contre Gaza.

Les ministres ont fait la queue pour exprimer les uns après les autres de tels sentiments. Ehud Olmert, par exemple, a déclaré que les Gazaouis ne devaient pas être autorisés à « vivre une vie normale » ; Avi Dichter a estimé qu'une punition devait être infligée « quel qu'en soit le coût pour les Palestiniens » ; Meir Sheerit a soutenu qu'Israël devait « décider d'un quartier à Gaza et le raser » - politique qui fut discutée par les ministres la semaine dernière.

Conjointement, Israël a fermé relativement les yeux sur le commerce clandestin croissant avec les tunnels de Gaza vers l'Égypte. La qualité de vie matérielle des Gazaouis retombe plus lourdement sur les épaules égyptiennes de jour en jour.

La question demeure : qu'attend Israël des Gazaouis une fois qu'ils seront dans la misère totale et dans une insécurité de plus en plus grande face aux représailles militaires israéliennes ?

Eyal Sarraj, directeur du Programme de santé mentale de la communauté de Gaza, a déclaré cette année que l'objectif à long terme d'Israël était d'obliger l'Égypte à cesser ses contrôles le long de sa courte frontière avec la bande de Gaza.

Après que la frontière sera ouverte, a-t-il prévenu : « Attendre l'exode ».

Voir en ligne : [www.info-palestine.net](http://www.info-palestine.net)

[Jonathan Cook](#)

mercredi 19 novembre 2008

<http://alternatives-international.net/article2725.html?lang=fr>

---

### 3-2 Rania Adel : Un constat d'échec.

La trêve conclue le 19 juin entre Israël et les mouvements palestiniens a volé en éclats, faisant plonger les

territoires occupés dans de sombres perspectives avec une situation humanitaire qui se dégrade.

Tout dans les territoires palestiniens laisse présager une situation des plus alarmantes. La trêve battue en brèche, le président palestinien a plaidé auprès du premier ministre israélien de la maintenir lors de leur rencontre lundi 17 novembre, alors que la situation humanitaire ne cesse de se dégrader. Des ordres ont été donnés par le premier ministre israélien aux responsables de la sécurité pour soumettre des propositions le plus tôt possible sur les moyens d'agir avec les

Palestiniens, de sorte qu'un plan d'action puisse, en cas de besoin, être soumis à l'approbation du gouvernement. M. Olmert a également donné comme instruction aux autorités judiciaires et militaires de mettre un terme à leurs discussions, qui durent depuis trop longtemps, afin d'être

en mesure de présenter différents plans d'action contre le régime terroriste du Hamas.

Tzipi Livni, la chef du parti au pouvoir Kadima, qui pourrait être amenée à remplacer M. Olmert en cas de victoire du mouvement aux élections anticipées du 10 février, est allée dans le même sens. « La trêve a été violée, c'est un fait. Israël ne peut accepter une violation sans agir. L'armée doit nous présenter des options pour déterminer la nature de notre réaction », a-t-elle dit. La trêve de six mois entre Israël et le Hamas est entrée en vigueur le 19 juin après une médiation de l'Égypte.

Côté palestinien, le Hamas a rejeté les accusations israéliennes, qualifiées de « manipulations médiatiques », et affirmé qu'elles « ne reflètent pas la réalité ». « La poursuite de la trêve est conditionnée à l'arrêt de la machine de guerre sioniste qui tue des Palestiniens et la fin du siège injuste », a affirmé le premier ministre du gouvernement du Hamas, Ismaïl Haniyeh. Les propos du premier ministre ont coïncidé avec le meurtre de quatre militants palestiniens tués dans un raid

aérien israélien dimanche dans le nord de la bande de Gaza.

Un porte-parole de Tsahal a précisé que l'attaque de dimanche, menée à l'est de la ville de Gaza, visait des activistes qui se préparaient à tirer des roquettes sur le territoire israélien. Les Comités de résistance populaire ont déclaré que les quatre victimes étaient des membres de leur branche armée. « Nous avons le droit de riposter aux attaques sionistes. Le gouvernement israélien a fait échouer la trêve et n'a pas respecté ses engagements », a dit le porte-parole du Hamas à Gaza, Faouzi Barhoum.

Dix-sept combattants palestiniens ont été tués depuis le 4 novembre, lorsque l'armée israélienne a mené un raid dans la bande de Gaza pour détruire un tunnel creusé par les activistes dans le but d'enlever un soldat de Tsahal de l'autre côté de la frontière.

A court de vivres

Côté humanitaire, à la suite de la reprise des tirs de roquettes sur l'État juif, les Israéliens ont bouclé la bande de Gaza, suspendant la livraison de l'aide humanitaire et du fioul destiné à l'unique centrale électrique du territoire. Israël a maintenu fermés les points de passage « jusqu'à nouvel ordre ».

Avant cette période de tension, quelque 160 camions franchissaient quotidiennement les deux principaux points de passage de Kerem Shalom et de Karni avec à leur bord des denrées alimentaires, des médicaments, du matériel médical, ainsi que du ciment et d'autres matériaux de

construction, selon l'armée israélienne. Les organisations humanitaires et l'Onu se sont alarmées de la situation dans la bande de Gaza, mettant en garde contre une prochaine crise alimentaire dans ce territoire, où les conditions de vie n'ont cessé de se dégrader depuis la prise du pouvoir du Hamas en juin 2007.

« Nous sommes à court de vivres ce soir et tant que les points de passage frontaliers seront fermés, nous ne pourrons rien faire », a dit l'un des responsables de l'agence de l'Onu, John Ging, qui a précisé que la situation économique à Gaza était « désastreuse ».

Quelques colis de nourriture ont pu être remis dans la journée à des habitants du petit territoire palestinien mais la distribution a dû être suspendue en soirée faute de ravitaillement.

C'est dans ce contexte que l'Union européenne a appelé Israël à rouvrir les points de passage vers la bande de Gaza, au moins pour les convois humanitaires. La présidence française de l'UE « déplore la décision prise par le gouvernement israélien de fermer les points de passage vers

Gaza. Cette décision disproportionnée conduit une nouvelle fois à punir collectivement l'ensemble de la population civile à Gaza, où la situation humanitaire est très préoccupante », a-t-elle indiqué dans un communiqué. Elle « appelle donc instamment à la réouverture des points de passage et à la reprise immédiate des livraisons de fioul et de produits humanitaires ».

Pire encore, le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a approuvé ces derniers mois des dizaines de projets de construction dans des colonies de Cisjordanie occupée, en contradiction avec les engagements internationaux d'Israël, a indiqué vendredi le quotidien Haaretz. Selon ce journal, le ministre a approuvé depuis avril la construction d'au moins 315 logements dans la colonie de Beitar Illit, de 48 à Ariel, de 60 à Eshkolot et d'un centre commercial à Efrat. Pourtant, la Feuille de route, un plan international de paix lancé en 2003 et approuvé par Israël, prévoit la fin des violences israélo-palestiniennes ainsi que le gel de toutes les opérations de colonisation. Peut-on parler donc d'un

probable retour à la case départ en cas de victoire du Likoud aux législatives du 10 février prochain ? Nombreux sont ceux qui s'y attendent.

Rania Adel

Al-Ahram Hebdo Semaine du 19 au 25 novembre 2008, numéro 74

<http://hebdo.ahram.org/Arab/ahram/2008/11/19/marab1.htm>

---

### 3-3 Robert Bibeau : Si le dialogue interpalestinien échoue, Abbas convoquera des élections début 2009.

Israël a décidé hier de maintenir la fermeture des points de passage avec la bande de Gaza, en représailles à des tirs de roquettes depuis le territoire palestinien.

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a annoncé hier qu'il convoquerait des élections générales faute d'une réconciliation avec le Hamas. « Nous sommes prêts à poursuivre le dialogue (avec le Hamas) et nous n'épargnerons aucun effort afin que ce dialogue réussisse. Mais s'il ne réussit pas, au début de l'année prochaine, j'appellerai à des élections présidentielle et législatives », a affirmé M. Abbas devant le Conseil central de l'OLP (CCOLP). Il a précisé qu'un décret présidentiel serait publié en ce sens, tout en appelant à la tenue d'un nouveau round de négociations avec les islamistes. L'actuelle législature, dominée par le Hamas, arrive à son terme en janvier 2010 et la Loi fondamentale palestinienne (Constitution) n'autorise pas le président à la dissoudre. M. Abbas n'a pas précisé quels arguments juridiques il allait faire prévaloir pour organiser de nouvelles élections. En outre, le CCOLP a désigné M. Abbas « président de l'État de Palestine ». Cette mesure semble destinée à renforcer M. Abbas face au Hamas.

Pour sa part, le Hamas a immédiatement refusé l'éventualité de tels scrutins. « Nous rejetons l'appel à des élections qui est illégal et inconstitutionnel », a affirmé à l'AFP un porte-parole du Hamas à Gaza, Fawzi Barhoum. « Le mandat du président Abbas s'achève le 9 janvier. La législature est, quant à elle, de quatre ans (et s'achève ainsi en janvier 2010). La loi n'accorde aucune autorité au président sur le Parlement et personne ne peut le dissoudre de manière anticipée », a ajouté un autre porte-parole du Hamas, Taher al-Nounou. Il a toutefois espéré que le « dialogue réussisse et que la présidence établisse un climat propice, en libérant par exemple les prisonniers (du Hamas) en Cisjordanie ». Le Hamas avait annulé une réunion de réconciliation au Caire, prévue début novembre, en signe de protestation contre les arrestations de ses militants en Cisjordanie par les forces de sécurité palestiniennes.

Laissant la porte ouverte au dialogue, M. Abbas a proposé un document qui, selon lui, devra servir de base de discussion avec le Hamas. Reprenant les grandes lignes d'un document égyptien, il prévoit « la création d'un gouvernement provisoire accepté par toutes les factions et respectant le programme de l'OLP ». L'OLP a reconnu Israël et accepté le principe de deux États – israélien et palestinien – vivant côte à côte, contrairement au Hamas. M. Abbas a, par ailleurs, dressé un constat d'échec des négociations avec Israël et blâmé l'État hébreu pour n'avoir respecté aucun de ses engagements auprès de la communauté internationale, en tête desquels un arrêt total de la colonisation en Cisjordanie. « Nous ne nous sommes mis d'accord jusqu'à présent sur aucune question. Tous les dossiers restent en discussion », a-t-il affirmé. « Même si (la secrétaire d'État américaine) Condoleezza Rice ou quelqu'un en son nom a dit, même si (son homologue israélienne) Tzipi Livni ou quelqu'un en son nom a dit qu'il existait des accords en préparation, cela n'est pas vrai », a-t-il ajouté. « Tout le monde sait qu'Israël n'a cessé à aucun moment la colonisation, la construction du mur, les agressions et refuse d'ouvrir des institutions (palestiniennes) à Jérusalem », a-t-il indiqué.

D'autre part, le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, s'est exprimé hier à l'ouverture d'une réunion de deux jours à Damas sur le droit au retour des Palestiniens. « Ce qui se passe à Gaza est une tragédie. Honte à ceux qui gardent le silence sur le crime du blocus imposé à Gaza. Honte aux régimes arabes et musulmans ainsi qu'à la communauté internationale », a-t-il dit. M. Mechaal a, par ailleurs, estimé que le retour des Palestiniens de la diaspora dans leurs foyers était « un droit naturel garanti par les lois internationales ». « Nous refusons les indemnités, l'implantation des Palestiniens dans les pays d'accueil », a-t-il martelé, en jugeant que « tous ceux qui font des compromis sur le droit au retour participent à un grand crime ». En outre, il a qualifié l'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis de « grand changement » sur la scène internationale. « J'appelle les Arabes à ne pas se hâter pour proposer de nouvelles initiatives (de paix avec Israël). C'est Obama qui doit présenter quelque chose aux Arabes », a-t-il indiqué.

Robert Bibeau

[robert.bibeau@sympatico.ca](mailto:robert.bibeau@sympatico.ca)

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=386315>

---

### 3-4 Ginette Hess Skandrani : Un seul Etat démocratique pour tous ceux qui aiment cette terre et veulent la construire ensemble.

Un seul Etat démocratique pour tous ceux qui aiment cette terre et veulent la construire ensemble, contre la proposition irréalisable et mensongère de deux Etats séparés, l'un dominant l'autre, l'un occidentalisé et financé comme tel et l'autre, riquiqui, intégré dans un monde arabe divisé.

\* Un seul Etat pour tous les habitants, de la Méditerranée au Jourdain :

Il me semble, qu'après quatre guerres, deux Intifada, des milliers de massacres, des centaines de milliers de déportations, des milliers de maisons et de champs détruits, des dizaines de milliers de prisonniers dans les geôles israéliennes, plusieurs négociations - manipulations baptisées faussement "conférences pour la paix", il n'y a plus d'illusions à se faire ... tout a lamentablement échoué. L'Etat palestinien, si souvent évoqué et prôné par

tous ceux qui veulent faire perdurer la séparation ethnique sur cette terre, se fait toujours attendre. La résistance continue

toujours et plus forte que jamais et le peuple palestinien se relève à chaque fois que quelques âmes bien pensantes veulent lui faire baisser la tête en lui faisant miroiter une petite parcelle de terre.

Ce peuple qui n'a jamais baissé les bras a fait la fierté de toutes les causes et de tous les mouvements de résistance sur cette planète. Il sait bien que sa cause est juste et qu'il finira bien par regagner sa terre.

En cette année 2008, nous savons tous qu'il ne se présente d'autre solution en Palestine occupée, que celle d'un Etat unique pour tous les habitants, pluriel, multiethnique, multiculturel et démocratique avec des droits et des devoirs partagé par tous quelle que soit leur religion, leur appartenance idéologique, ethnique politique.

La Proposition malhonnête de deux Etats séparés :

- Dont l'un, l'Israël détiendrait 82% des terres en continu, maintiendrait les colonies de peuplement, les routes de contournement des villages, le mur de la honte, soutenu financièrement par tout l'occident, et continuerait à posséder en grande quantité des armes de destruction massive prenant en otage tous les peuples de la région .

- Et, L'autre, le Palestinien avec 22 % (moins le mur, les colonies et les routes de contournement, ce qui l'amène à 18 %), désarmé, morcelé, parcellisé, sans aucun débouché vers l'extérieur, désarmé et esclavagisé par son voisin.... ne me semble pas viable.

PALESTINE : Un petit peu d'histoire pour nous remémorer l'origine du conflit.

La résolution 181, votée le 29 novembre 1947 par l'Assemblée générale de la toute jeune ONU instaure la partition de la Palestine par :

- 33 votes pour, dont celui des Etats-Unis, de l'Union soviétique et de la France,

- 13 contre

- et 10 abstentions, dont celle du Royaume-Uni.

C'est cette résolution imposée par les grandes puissances de l'époque qui porte la responsabilité de la Nakba (désastre palestinien) et de la majorité des problèmes du Moyen-Orient.

Il faut rappeler qu'à cette époque, une grande partie des peuples de la planète, dont les peuples arabes, n'étaient pas souverains et n'avaient donc pas voix au chapitre.

Toutes les manœuvres et pressions exercées par les grandes puissances occidentales auront été bonnes pour obtenir la majorité requise des deux tiers.

La résolution 181 crée :

° Un Etat juif sur 56, 47 % de la Palestine pour 49 8 000 Juifs.

° Un Etat arabe sur 43,53 % du territoire pour 807 000 Palestiniens et 10 000 juifs, qui n'a jamais existé.

° Un régime de tutelle internationale pour Jérusalem avec 105 000 Palestiniens et 100 000 juifs.

Cette résolution jugée illégale et illégitime a toujours été dénoncée par l'ensemble du Monde arabe car :

° Le peuple le plus concerné par ce vote, le peuple palestinien, peuple autochtone dans toutes ses composantes, n'a jamais été consulté sur le partage de sa terre ancestrale.

° Le Monde arabe étant encore largement colonisé et ne pouvant donc s'exprimer officiellement alors qu'il était tout autant concerné par le devenir de cette région n'a pu prendre part au vote.

° Et surtout l'ONU a outrepassé son rôle en créant artificiellement un Etat sur la terre d'un peuple qui s'y accrochait désespérément et continue encore aujourd'hui à s'y accrocher, avec le même désespoir.

Le mandat britannique a pris fin le 14 mai 1948 et le lendemain, les sionistes ont proclamé unilatéralement l'Etat d'Israël.

En quelques jours les Palestiniens sont devenus minorité au sein d'une entité étrangère, sans changer de lieu, sans avoir été consultés.

La fin du mandat colonial britannique annonçait leur aliénation existentielle. Comment auraient-ils pu accepter passivement ce hold-up ?

Déjà avant mai 1948, les persécutions anti-palestiniennes, marquées par le massacre de Deir

Yassine dans la nuit du 9 au 10 avril où l'Irgoun de Beghin et le groupe Stern de Shamir massacrèrent plus de 300 civils endormis, entraînant la fuite d'environ 300 000 personnes, sans qu'aucun pays

Arabe ne proteste.

380 villages furent comme Deir-Yassine rayés définitivement de la carte.

Après une tentative de trêve marquée par l'assassinat du médiateur de l'ONU, le Comte Bernadotte, par le groupe Stern, la première guerre Israélo-arabe consacrait la victoire d'Israël, les pays arabes préférant signer des armistices séparés en n'acceptant que des frontières de fait.

La défaite arabe a permis à l'Etat juif de s'agrandir et a redessiné une nouvelle configuration de la Palestine :

- L'Etat d'Israël avec 12 % de Palestiniens restés sur place ;

- Une Palestine sous influence égyptienne (la Bande de Gaza)

- Une Palestine annexée à la Transjordanie dans le royaume hachémite de Jordanie ( la Cisjordanie).

Ces deux morceaux de Palestine s'appelleront dorénavant et durant de nombreuses années "Territoires occupés".

La Palestine ancestrale a été atomisée, ses habitants exilés sur leurs propres terres, dotés du statut de réfugiés,

assistés par l'UNRWA (organisme d'assistance des Nations Unies pour les réfugiés), parqués dans des camps concentrationnaires à Gaza ou en Cisjordanie qui en accueillent près de 700 000.

Dès lors, on distingue les Palestiniens de l'intérieur ceux des territoires occupés en 48, ceux des territoires occupés en 67 et ceux de l'extérieur (les réfugiés, auxquels on peut ajouter la diaspora disséminée dans le Monde arabe, en Europe et aux USA ou ailleurs).

Le 11 mai 1949 Israël est admis au sein de l'ONU et est à ce jour, le seul Etat devenu membre sans avoir eu à déposer une carte de ses frontières. Il contrôle environ 80 % de la Palestine et rejette immédiatement l'internationalisation de Jérusalem votée par l'ONU.

Dans le même temps, en application de la "loi du retour", les Juifs, n'ayant jamais eu aucune attache avec cette terre, qui s'installent sont automatiquement naturalisés, alors que les "réfugiés" (nouveau nom des Palestiniens) qui y sont nés n'ont pas le droit d'y revenir.

Les Palestiniens n'ont jamais accepté cet état des lieux et ont toujours organisé la résistance à l'occupation avec obstination et détermination par des actions fortes et spectaculaires selon les conjonctures.

Si nous voulons nous engager sur la proposition d'un seul Etat démocratique sur la terre historique de Palestine, il faut avant tout dire que nous soutenons ceux qui veulent décoloniser toute la Palestine et donc démanteler les structures d'Israël afin de reconstruire ensemble une nouvelle entité.

Il faudra aussi nous poser des questions sur le démantèlement des colonies et de ces horribles routes de contournement qui zigzaguent entre les champs, les villages et les maisons palestiniennes.

#### \* La résistance palestinienne

Cette résistance a toujours existé. Mais elle ne n'apparaissait pas dans nos lucarnes, puisque le peuple palestinien était nié dans son existence, donc sa résistance ne pouvait qu'être traitée d'inexistante et forcément de terroriste. L'Intifada de 1987, et le soulèvement de l'ensemble de la population, les enfants lanceurs de pierres, les femmes largement engagées dans l'autosuffisance alimentaire, les familles boycottant les produits israéliens, organisant les entraides, les grands-mères et grands pères soutenant l'infrastructure de la résistance ont donné une autre image de ce peuple spolié depuis si longtemps.

Les accords d'Oslo, comme tous ceux qui ont suivi, y compris l'arlésienne de Genève, que nous n'avons pas soutenue, ont été une énième tentative de soumettre la résistance.

L'Intifada Al Aqsa est certainement plus organisée et différente.

La résistance prend aujourd'hui plusieurs formes.

Nous devons la soutenir globalement et dans toutes ses composantes, car elle est juste. Et résister à l'occupant est non seulement un droit mais aussi un devoir.

Nous comprenons fort bien que les attaques-kamikazes puissent choquer quelques-uns, mais elles ne sont certainement pas plus choquantes que les F16, les missiles envoyés dans les maisons ou l'assassinat de Cheikh Yassine dans sa chaise roulante.

Nous n'avons pas à critiquer la forme de résistance que choisissent les Palestiniens et surtout pas à accepter qu'elle soit traitée de terroriste

#### \* Les réfugiés palestiniens

Intervenir pour un Etat unique en Palestine, implique forcément d'exiger le droit au retour de tous les réfugiés. La résolution 194 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 11 décembre 1948 spécifie dans son paragraphe 11 : "Il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, que des indemnités doivent être payées au titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers ou pour tout bien perdu et endommagé".

Cette résolution pourtant acceptée par Israël pour pouvoir accéder à l'ONU n'a jamais été appliquée.

Encore aujourd'hui, après 60 ans d'errances des réfugiés et plusieurs guerres subies par le peuple palestinien, l'Etat juif refuse toujours d'en discuter.

Actuellement, selon l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) organisation créée en 1949, les réfugiés Palestiniens et leurs descendants sont au nombre, de l'ordre de trois millions et demi de personnes dont 30 % vivent dans des camps. Le sort de ces réfugiés constitue depuis plus d'un demi-siècle le plus grand problème humanitaire jamais résolu, la honte des Nations Unies et de la Communauté internationale et surtout un problème de sécurité majeure, ayant eu des répercussions régionales énormes et jouant un rôle central pour la paix dans le

Moyen-Orient. Ce problème s'est encore accentué depuis la colonisation de l'Irak, vu que les Palestiniens qui s'étaient intégrés dans la population irakienne ont été ramenés dans des camps et revivent, sous domination US, dans le plus complet dénuement.

#### \* Les Prisonniers palestiniens

Nous devons aussi soutenir la campagne lancée par les associations palestiniennes pour la Libération des prisonniers. Dans un rapport (2/2004) de Nadi al-asiral-filistini (Club du prisonnier palestinien) :

7254 Prisonniers dispersés dans 15 prisons israéliennes,

311 prisonniers jugés à la peine de prison à vie et

319 dont la peine dépasse 15 ans de prison.

Parmi ces prisonniers se trouvent beaucoup de femmes et d'enfants.

Si certains Palestiniens du Fatah ont été libérés, pour services rendus par le Président Mahmoud Abbas, d'autres résistants qui n'acceptent pas la reddition ont été emprisonnés, et... les prisons sont toujours pleines.

\* Le désarmement d'Israël devient urgent

N'oublions pas qu'Israël possède des armes de destruction massive L'armement nucléaire israélien a été dénoncé dès 1986 par l'ingénieur israélien Mordechai Vanunu, dans le "Sunday Times" des 5 et 12 octobre 1986.

Cet acte courageux l'a fait croupir, durant 18 longues années, en prison et au secret. Secret qui continue toujours après sa libération, car il est toujours en résidence surveillée et ne peut communiquer avec personne. C'est dans le complexe nucléaire de Dimona, planqué dans le désert du Neguev, ayant plusieurs étages

souterrains qu'Israël a produit une centaine d'ogives nucléaires. Ces ogives ont certainement quadruplé depuis lors puisque personne, ni dans la région, ni parmi les "pays qui veulent donner des leçons au peuple iranien" ne s'en est inquiété.

Le silence officiel, la protection des autres puissances nucléaires, le barrage des informations reste à ce jour total. L'usine est cachée dans le désert et produit des ogives nucléaires depuis 1966. Entre-temps, elle a certainement, d'après certains articles échappés dans une certaine presse israélienne, fabriqué des armes thermonucléaires d'une capacité suffisante pour détruire des villes entières.

Nous savons aussi que l'armée israélienne utilise ponctuellement des gaz qui auraient des effets sur le système nerveux pour les personnes qui les inhalent.

Accusation sur laquelle s'était fondé un journaliste de France culture pour mener une enquête dans la Bande de Gaza. Nous avons déjà, lors d'un voyage en Palestine été confronté à ce genre de gaz qui pue comme des œufs brouillés et est d'une couleur jaunâtre

très bizarre. Ce ne sont certainement pas des gaz lacrymaux que nous connaissons bien, pour en avoir profité lors des manifestations. Les Palestiniens nous disaient que ce gaz faisait avorter les femmes enceintes et était responsable de l'étouffement des personnes âgées ou de ceux qui avaient des problèmes respiratoires.

Conclusion

Ce sont quelques bases sur lesquelles nous avons créé l'association " La Pierre et L'Olivier " en 1990 et nous n'avons jamais transigé sur ces principes. Nous n'avons pas soutenu les accords d'Oslo ni aucun des suivants, car nous sommes restés fidèles aux propositions de la charte de l'OLP : " Un Etat laïc et démocratique sur toute la terre de Palestine". Pour nous, cette charte n'a jamais été jugée caduque et reste toujours d'actualité.

Nous savons que nous ne pourrions jamais renier ce que nous avons toujours défendu jusqu'à aujourd'hui. Nous ne comprendrons jamais, comment certaines associations et organisations se mobilisent pour la multi-culturalité en France et en Europe et exigent la séparation ethnique en Palestine.

Ginette Hess Skandrani

écologiste

novembre 2008

---

## 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

### 4-1 Une descente de l'armée israélienne recherchant des enfants ayant "jeté des pierres",

Voici, à propos des collégiens roués de coups et kidnappés dans leur collège à Hébron après une descente de l'armée israélienne recherchant des enfants ayant "jeté des pierres", le communiqué intégral de l'association Addameer (cf notre dépêche de ce matin).

#### COMMUNIQUÉ d'Addameer (ONG palestinienne pour les droits de l'homme)

Comment les forces d'occupation israéliennes ont pris d'assaut un collège d'Hébron et enlevé huit élèves.

Le 30 octobre 2008, à 10h15 l'armée israélienne a pris d'assaut le Collège technique de Palestine dans le camp de réfugiés d'Aroub, à Hébron, et a arrêté des élèves dans différentes classes. Les élèves ont eu les yeux bandés, ont été enchaînés, battus à plusieurs reprises, giflés, et et leur corps a fait office de punching ball. Puis on les a emmenés au centre de rétention militaire de Gush Etzion. A 21 h, deux des garçons ont été relâchés mais huit d'entre eux sont toujours en détention. Aucun des garçons n'a plus de 16 ans.

Hatem est professeur au Collège Technique de Palestine. Il déclare que le 30 octobre 2008 vers 10h15 les Forces d'occupation israéliennes sont arrivées au collège dans quatre jeeps militaire. Hatem était le seul professeur présent dans la cour de récréation à ce moment-là. L'un des soldats lui a gueulé "Où sont les garçons qui ont jeté des pierres ?". Hatem a répondu au soldat que la journée scolaire débute à 8h et finit à 14h30, si bien que tous les enfants étaient à l'intérieur de leur classe. Le soldat l'a alors flanqué par terre et a ordonné à d'autres soldats de perquisitionner le collège. Une dizaine de soldats est entrée dans le collège. Ils balançaient des coups de pieds dans les portes et entraient dans les classes où les enfants étaient en plein cours. Ils ont fermé la porte et l'un des soldats s'est mis à tabasser un élève très visiblement handicapé, assis au premier rang. Les

soldats ont insulté les garçons puis rudoyé un des étudiants, MD. L'un des soldats a agrippé MD et a hurlé "C'est toi le garçon qui a lancé des pierres". MD a été arrêté avec six autres garçons. Puis les soldats sont entrés dans une autre salle de classe et ont arrêté au hasard des élèves. Ils visaient plutôt ceux qui portaient des vestes noires. Après les soldats ont emmené tous ces garçons dans la cour de récréation et ont interdit aux professeurs de parler aux élèves.

Les soldats ont ensuite tabassé un des étudiants, RB, en le frappant en plein visage et en lui balançant des coups de pieds dans la tête. Hatem a voulu l'aider, mais le soldat l'a menacé de l'abattre. Ensuite, ils ont tiré des grenades assourdissantes et des balles réelles dans la cour de récréation. Les soldats continuaient à tabasser certains des élèves arrêtés. Hatem déclare qu'il entendait les étudiants hurler sous les coups, mais on l'a empêché de faire quoi que ce soit pour les aider. Le directeur du collège a appelé une ambulance ; mais elle a été retardée à cause des soldats qui bloquaient l'entrée du camp. Les soldats ont bandé les yeux de 19 élèves, les ont enchaînés et forcés à s'asseoir en bas de la tour militaire de l'entrée du camp de réfugiés. Au bout d'un quart d'heure les soldats ont relâché neuf élèves.

Témoignage d'un élève de 16 ans reçu par Firas Sabbah, avocat d'Addameer, le 3 novembre 2008 au Centre Militaire de détention de Gush Etzion :

Mon nom est RB. Je suis né le 26 octobre 1992. Je suis étudiant en classe de seconde au collège technique de Palestine, où j'étudie l'agriculture. Le 30 octobre 2008 je suis allé comme d'habitude en classe. Je devais passer un examen dans la journée. Vers 10h30 j'ai vu avec terreur des soldats faire irruption dans la salle de classe. Ils ont arrêté au hasard mes copains. Puis le soldat m'a dit de sortir de la classe.

J'ai été emmené dans la cour de récréation de l'école. Quand un des soldats a vu que je le regardais, il m'a attrapé par la tête et giflé. Il m'a dit de garder la tête baissée. Après cela, il nous a fait mettre en un seul rang, et nous avons été obligés de marcher l'un après l'autre vers la tour militaire. J'ai perdu ma place dans le rang et le soldat m'a frappé aux jambes et m'a balancé des coups de pieds. Un autre soldat m'a battu jusqu'au moment où nous avons atteint l'entrée du camp de réfugiés. Après quoi, le soldat m'a regardé en se marrant et quand je l'ai regardé il m'a giflé et battu tellement fort au niveau du thorax que j'en ai eu le souffle coupé. Je suis tombé par terre et il a continué à me battre. Après environ trois heures on m'a bandé les yeux, enchaîné, et poussé dans une jeep militaire. Le bandeau sur mes yeux a glissé pendant que je montais dans la jeep et du coup j'ai été encore frappé.

L'audience au tribunal

Le 6 novembre 2008 les huit enfants ont été emmenés au tribunal militaire d'Ofer. Ils ont été détenus pendant huit jours jusqu'à ce qu'on les défère devant le tribunal. Tous les garçons étaient accusés d'avoir jeté des pierres en dépit du fait que les preuves ne sont construites que sur les témoignages de trois soldats seulement. Au cours de cette première audience, la détention des garçons a été prolongée jusqu'au 11 novembre 2008. Leur défenseur, Mahmoud Hassan, avocat d'Addameer, a fait valoir que ces enfants sont détenus avec des adultes dans un établissement pour adultes ce qui est une violation patente des lois internationales. Le 28 octobre 2008, cet avocat avait réussi à obtenir la libération de deux garçons de 14 ans arrêtés dans leurs maisons de Beit Ummar le 9 octobre 2008, puis libérés contre caution de 8000 nouveaux sheckels israéliens (environ 2111 \$). C'est la première fois dans l'histoire d'Addameer, qu'un juge militaire avait accepté de relâcher des enfants au motif que leur détention avec des adultes est illégale. Mais, cette fois-ci, le juge militaire a rejeté l'argument de Me Hassan et a ordonné que les garçons restent détenus jusqu'à la fin du procès. Me Hassan a fait appel de cette décision et réclamé la libération sous caution des garçons.

Le résultat de ce dernier appel sera entendu au Tribunal militaire d'Ofer le 20 novembre prochain. Le 14 décembre 2008 le Tribunal commencera l'audition des témoins.

Déclaration d'Addameer

Addameer condamne avec force la brutalité et la punition collective infligée à ces écoliers et leur détention prolongée sans preuves. La Convention des Droits de l'Enfant établit des principes et des règles universellement reconnus comme les droits minimaux des enfants. Le principe fondamental en est que la privation de liberté, si elle doit être utilisée, ne doit l'être qu'en dernier recours et pour une période appropriée, aussi courte que possible (art. 37 (b) CRC). Ce n'est clairement pas le cas pour ces huit garçons. Il faut souligner que, selon la Convention, tout enfant sans aucune exception, a le droit de bénéficier de ces principes.

Selon l'ordonnance 132 de l'armée israélienne, les enfants palestiniens sont traités comme des adultes et sont jugés et condamnés par les tribunaux militaires israéliens. Les ordonnances de l'armée israélienne sont appliquées aux enfants palestiniens, alors que la législation sur les mineurs considère les enfants israéliens de moins de 18 ans comme des mineurs

Addameer demande à la communauté internationale d'exiger qu'Israël respecte la loi internationale et traite les moins de 18 ans comme des enfants. De plus Addameer appelle la communauté internationale à faire pression pour que les forces israéliennes d'occupation cessent immédiatement les arrestations d'enfants palestiniens dans les territoires palestiniens occupés.

(Traduit par Carole SANDREL)

CAPJPO-EuroPalestine

Publié le 19-11-2008

<http://www.europalestine.com/spip.php?article3487>

---

## 4-2 «Le sionisme égale racisme - Israël égale apartheid».

Communiqué d'Ittijah à propos de la déclaration d'Israël de boycotter la deuxième conférence de Durban  
Appel à la protection du droit palestinien et à la mobilisation internationale pour le boycott d'Israël en tant que régime colonial et raciste.

L'annonce de la ministre Israélienne des Affaires Étrangères pour le boycott de la deuxième Conférence de Durban pour la lutte contre le racisme, n'est qu'une comédie et un chantage fait aux Etats du monde entier et du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.

L'objet de cette manœuvre c'est d'écarter toute tentative qui mettrait en accusation l'Etat d'Israël en tant qu'entité raciste et coloniale.

C'est aussi un chantage à l'antisémitisme afin de faire taire l'opinion publique internationale qui soutient le Droit palestinien, s'oppose aux crimes contre l'humanité commis par Israël et rejette toute référence à caractère raciste : un Etat juif pour les juifs. .

La deuxième Conférence de Durban organisée par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève en avril 2009, fera le bilan de la situation de la lutte contre le racisme dans le monde depuis la première Conférence de Durban en 2001.

Il est à rappeler que l'Etat d'Israël figure en bonne position parmi les pays qui connaissent une évolution constante et significative d'un racisme colonial, structurel, officiel et populiste, légalisé.

La déclaration de Tzipi Livni est un appel officiel de l'Etat d'Israël lancé aux organisations sionistes mondiales pour une coalition qui tend à discréditer et à porter atteinte à la légitimité de la Conférence de Durban. Et par anticipation, une tentative pour éluder toute velléité d'appel aux sanctions contre Israël et à son boycott.

L'Union des associations civiles arabes - Ittijah, qui jouit d'un statut consultatif auprès de l'ONU, joue un rôle actif dans la constitution d'une alliance d'ONG palestino- arabes, régionales et internationales pour tenter d'influer sur le déroulement de la conférence et appeler à prendre des sanctions contre Israël. Il serait illusoire, sans une position conjointe palestinienne, arabe et internationale, de faire barrage aux dictas d'Israël et de leur allié de toujours les Etats-Unis.

Ittijah met également en garde, comme lors de la première conférence de Durban, contre la position complice de l'UE à l'égard d'Israël dans sa politique raciale et d'occupation au détriment des palestiniens.

L'Union des associations arabes qui tente de créer la plus large coalition palestinienne- arabe et internationale, appelle les organisations de la société civile, les mouvements de solidarité internationale, les mouvements de boycott, les mouvements contre la normalisation avec Israël, ainsi que toutes les forces politiques, syndicales, non gouvernementales, laïques et religieuses, et les organisations des communautés palestiniennes à se coordonner, à se partager le travail et à soutenir l'initiative lancée par la société civile palestinienne dans la patrie et dans la diaspora afin de boycotter Israël, lui imposer des sanctions, l'assimiler à une entité coloniale et raciste, et assimiler le sionisme au racisme. C'est le slogan qui a présidé les travaux de la première Conférence de Durban « le sionisme égale racisme - Israël égale apartheid ».

---

## 5 Analyse - Géopolitique et stratégie

### 5-1 K. Selim : Scandale absolu

Gaza vu par le Quotidien d'Oran

Gaza est étranglée, affamée...

On entend bien Ban Ki-moon et les gens de l'UNRWA s'inquiéter, on n'entend pas les pays arabes se bouger et faire le minimum.

C'est un écœurement silencieux qui étreint les opinions publiques dans le monde arabe.

Pourquoi s'occuper à dénoncer Israël, ennemi déclaré des Palestiniens, quand les Etats arabes assistent, dans un silence complice, à l'étranglement des habitants de Gaza ? Comment comprendre, au nom d'un prétendu refus de la « politique de la chaise vide », que Mahmoud Abbas rencontre Ehud Olmert alors que les gens de Gaza sont mis dans une précarité absolue ? Le différend politique substantiel qui existe entre le Fatah et le Hamas ne peut justifier que le chef officiel de l'Autorité palestinienne fasse fi des souffrances des Palestiniens pour participer à une énième rencontre qui n'apporte rien. Qui n'empêche pas Israël de rompre unilatéralement la trêve en lançant un raid meurtrier sur Gaza, ni même de décider des extensions des colonies. De quoi peut parler -le mot négociation étant totalement déplacé - Mahmoud Abbas avec Ehud Olmert ? De la manière d'affaiblir le Hamas ? Si c'est le cas, la dérive aura atteint des limites intolérables.

Car il ne s'agit pas du Hamas, de son organisation politique et de ses choix. Il s'agit des Palestiniens de Gaza, des enfants, des femmes et des hommes qui risquent de mourir de faim et d'absence de soins. Il n'y a plus matière à « politique » dans ces conditions où le droit élémentaire à la vie est menacé. Il y a encore moins de place à des rencontres de complaisance avec les auteurs directs de la situation intolérable imposée aux Palestiniens de Gaza. Quoi de plus ridicule que d'apprendre que l'Autorité palestinienne a acheté des placards publicitaires dans les journaux israéliens pour vanter le plan de paix arabe.

L'attitude des responsables arabes, dans laquelle il faut inclure sans hésitation la fantomatique Autorité palestinienne, est un scandale absolu. Il est étrange de constater que Mahmoud Abbas parle d'élections, alors que l'urgence absolue est d'ameuter le monde de la menace de mort massive qui plane sur Gaza. Il est

intolérable d'apprendre, selon le journal koweïtien Al-Seyassah, que des monarchies du Golfe pourraient apporter une « assistance » de l'ordre de 290 milliards de dollars aux Etats-Unis pour les aider à faire face à la crise financière, sans qu'on les entende dire que la coupe de la barbarie est pleine à Gaza.

Jusqu'où ce monde arabe des officiels ira-t-il ? Pourquoi l'Egypte, comme le souhaite pratiquement toute sa population, ne casse pas le siège criminel qui est imposé aux Palestiniens ? Que craignent-ils ? Ont-ils besoin d'une couverture autre que celle de leurs opinions ? Que peuvent-ils avoir de plus que les déclarations du sous-secrétaire général de l'ONU chargé de la coordination des affaires humanitaires, John Holmes, qualifiant les « mesures qui augmentent les difficultés et les souffrances de la population civile de la bande de Gaza dans son ensemble d'inacceptables et devant cesser immédiatement ».

Vraiment, il n'y a pas de mot pour qualifier l'attitude des responsables arabes. Aucun mot n'est suffisant...

---

## 5-2 Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967.

( Par Richard Falk, rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens )

Le présent rapport, qui est le premier soumis par Richard Falk, porte sur le respect des normes internationales humanitaires et relatives aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, au cours du premier semestre 2008. Une attention particulière y est accordée aux conséquences d'une occupation prolongée durant laquelle les directives de l'ONU relatives au respect des droits reconnus par la loi ont été systématiquement ignorées.

Il est également pris note de l'entreprise liée à la relance du processus de paix lors du sommet d'Annapolis de décembre 2007, en particulier du fait que l'on comptait qu'Israël gèlerait l'expansion des colonies et assouplirait les restrictions à la circulation imposées en Cisjordanie. Il est décourageant de constater que les faits montrent que les colonies se développent et que de nouvelles restrictions sont imposées en Cisjordanie.

Il est en outre fait état de la violation du droit international humanitaire liée à l'existence du mur de séparation, et des victimes palestiniennes, notamment parmi les enfants, en conséquence du recours excessif des Israéliens à la force pour mettre fin à des manifestations non violentes. L'attention est par ailleurs appelée sur les exactions commises par Israël aux points de passage de la frontière, le harcèlement et les agressions dont sont victimes les journalistes palestiniens étant particulièrement préoccupants. Le rapport porte essentiellement sur la crise en matière de soins de santé, spécialement à Gaza.

Le Rapporteur spécial déplore qu'Israël n'applique pas les recommandations de la Cour internationale de Justice, que l'Assemblée générale a faites siennes, et appelle à une définition plus claire des droits du peuple palestinien en recommandant que l'Assemblée générale recueille un avis juridique sur la mesure dans laquelle l'occupation met en danger la réalisation du droit des Palestiniens à l'autodétermination

24 novembre 2008

Sur : [http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=5161](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5161)

---

## 5-3 Dori Gold : Palestine : Les enfants délibérément pris pour cibles.

Interview de Dori Gold par Medialens

Dans l'après-midi du 28 février 2008, un groupe de garçons palestiniens jouaient au foot sur un terrain près de chez eux dans la bande de Gaza. Vers 15h30, un avion israélien a tiré un missile vers les enfants. Quatre ont été tués sur le coup et trois autres ont été grièvement blessés. Les quatre garçons morts s'appelaient Omar Hussein Dardouna, 14 ans, Dardouna Deib Dardouna, 12 ans, Mohammed Na'im Hammouda, 9 ans, et Ali Munir Dardouna qui avait tout juste 8 ans.

Une enquête menée sur le terrain par des militants des droits de l'homme palestiniens a conclu qu'il n'y avait aucune présence de résistance palestinienne dans les environs au moment du tir et que les enfants « devaient être clairement visibles de l'avion (israélien) qui a tiré le missile ».

De tels cas sont nombreux. Une nouvelle étude du Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme (PCHR) indique que 68 enfants ont été tués à Gaza entre juin 2007 et juin 2008 (1). Au cours de la même période, 12 enfants furent tués par les forces israéliennes en Cisjordanie. Le rapport souligne « le ciblage délibéré de civils, y compris d'enfants » (2).

Depuis la deuxième Intifada, qui fut déclenchée en septembre 2000, les forces israéliennes ont tué 859 enfants dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Le nombre d'enfants tués a brutalement augmenté au cours du premier semestre de 2008, principalement à cause d'une opération militaire israélienne de grande envergure dans la bande de Gaza. L'assaut, baptisé « opération chaleur d'hiver », fut lancée en février 2007. Les israéliens ont tué plus d'enfants (47) dans la bande de Gaza au cours des quatre premiers mois de 2008 qu'au cours de toute l'année 2007 (32 enfants). Un total de 110 civils furent tués durant l'opération en février-mars 2008. (3)

Le site internet « Remember These Children » signale que depuis le 29 Septembre 2000, 123 enfants israéliens ont été tués par des Palestiniens et 1.050 enfants Palestiniens ont été tués par les Israéliens. (4)

La plupart des enfants tués au cours des dernières années dans la bande de Gaza l'ont été par des bombardements, des missiles sol-sol, ou des missiles air-sol. L'enquête palestinienne souligne qu'Israël a « systématiquement bombardé soit à l'intérieur des zones résidentielles soit dans leur proximité immédiate, y compris des écoles et des zones proches des écoles. » Israël recourt à « une force disproportionnée et excessive

dans les Territoires Palestiniennes Occupées, sans égard pour les civils, y compris les enfants. » Mais le rapport révèle encore pire. Il conclut que les forces Israéliennes « visent délibérément les civils désarmés, y compris les enfants, dans le cadre de leur politique de punition collective infligée à l'ensemble de la population civile palestinienne ».

Le rapport du groupe de défense des droits de l'homme se conclut par :

« Il existe un faisceau convergent d'éléments qui indiquent que les forces Israéliennes tuent délibérément des enfants en représailles de morts israéliens, civils ou membres des forces israéliennes, ce qui constitue un crime de guerre ». (5)

Selon le droit international, les enfants sont particulièrement protégés pendant les conflits armés. Ceci inclut une occupation militaire comme celle des territoires palestiniens par Israël. Une protection légale est garantie par le 4ème Convention de Genève de 1949 ainsi que la Convention des Nations Unies sur le Droit des Enfants, signé par Israël en 1991.

Cette protection fut renforcée par le Protocole sur les Enfants dans les Conflits Armés. Le protocole stipule que « les droits des enfants doivent être particulièrement protégés » et condamne « le ciblage des enfants lors de conflits armés et l'attaque directe contre des objets protégés par le droit international, dont les lieux habituellement fréquentés par les enfants, tels que les écoles et les hôpitaux ». Israël a signé le protocole le 14 novembre 2001 (6) mais ne cesse d'en violer les termes.

Et enfin, le rapport souligne qu'Israël n'a jamais mené d'enquête sur l'assassinat de civils désarmés, y compris d'enfants. Dans les rares cas où une enquête a été menée, elle l'a été par les forces armées israéliennes elles-mêmes. Ces enquêtes se concluent systématiquement par un non-lieu et un simulacre de justice.

Tandis qu'Israël continue de tuer des civils désarmés en toute impunité, la communauté internationale s'abstient d'exercer des pressions suffisantes sur Israël pour mettre un terme à l'assassinat de civils en enfants palestiniens. Ces assassinats devraient être dénoncés par ceux de la communauté internationale qui, en tant que signataires de la 4ème Convention de Genève, sont dans l'obligation de prendre des mesures afin de protéger les civils désarmés des attaques israéliennes.

Comme le fait remarquer le PCHR : « la vie d'un enfant palestinien est aussi sacrée que celle d'un enfant israélien, européen ou de n'importe quel autre enfant dans le monde ».

Réaction minimum de la part des média complaisants

Le rapport du PCHR est choquant. Guy Gabriel, conseiller auprès de Arab Media Watch, basée à Londres, nous a dit que le groupe était « une organisation crédible avec une bonne réputation, et mieux placée que beaucoup – en termes d'emplacement géographique, de ressources et de soutien – pour nous informer sur la situation à Gaza. » (7) Le journaliste John Pilger a répondu que « le PCHR, selon mon expérience, est une organisation dont les chiffres sont très fiables. » (8)

Ce groupe de défense des droits de l'homme, d'une réputation fiable, a fourni des éléments incontestables qui démontrent une stratégie délibérée de l'armée israélienne qui consiste à cibler les civils palestiniens, « y compris les enfants ». Dans d'autres circonstances, une telle nouvelle aurait fait la une des journaux. Ce n'est malheureusement pas le cas. Dans toute la presse Britannique (et autres, évidemment – NDT), ce qu'est qu'un grand, un énorme, silence.

La seule exception que nous avons trouvée a été un article de 400 mots publié dans The Guardian le jour de parution du rapport. Selon Rory McCarthy, « une organisation palestinienne déclare qu'Israel a tué 68 enfants à Gaza cette année » (9)

Comme l'a souligné McCarthy, « Un éminent groupe palestinien de défense des droits de l'homme déclare détenir des preuves que l'assassinat de 68 enfants dans la bande de Gaza au cours du premier semestre de cette année est le résultat d'un recours à une « force disproportionnée et excessivement létale » par l'armée israélienne. » Cet article n'était pas de trop. Malheureusement, il ne fait pas mention d'un élément crucial, à savoir qu'il s'agit d'une politique délibérée de la part de l'armée israélienne qui consiste à viser des civils, y compris des enfants. Dans son article, McCarthy dit qu'il n'a pas pu obtenir la réaction d'un officiel israélien (c'était un jour de fête religieuse juive). Il se contenta alors d'insérer la dénégation Israélienne standard : « Dans le passé, Israël a constamment défendu ses actions militaires à Gaza, en affirmant que les civils ne sont pas intentionnellement ciblés et en faisant remarquer que souvent les militants palestiniens ouvrent le feu à partir de zones civiles. » Le 27 Octobre 2008 nous avons écrit à McCarthy pour le féliciter pour son article. Nous avons souligné l'idée centrale du rapport, sans cesse répétée – confirmée par de multiples témoins oculaires – qu'Israël cible délibérément des civils et des enfants. Nous lui avons demandé pourquoi son article ne faisait pas mention de cette conclusion du rapport. McCarthy n'a pas répondu à notre courrier, ni à un deuxième courrier envoyé le 29 Octobre.

Pour ce qui concerne la BBC, « objective » et « impartiale », elle semble avoir joué son rôle habituel, à savoir protéger les puissants. Au vu de l'absence de toute mention du rapport dans les titres de ses journaux et sur son site Internet, on ne peut que conclure que la BBC a décidé d'enterrer les conclusions de ce rapport. Pour ce que nous avons pu voir, le même silence honteux règne chez ITN et Channel 4 (chaines TV britanniques – NDT). Par contraste, Al Jazeera diffusa un reportage de 3 minutes, dont le témoignage poignant d'une mère. Il y avait aussi des images émouvantes d'enfants blessés et traumatisés, dont un qui a vu son père se faire tuer par un missile israélien. (10) Dans ce reportage, Hamdi Shokri, du Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme, souligna : « Nous avons suffisamment d'éléments pour pouvoir affirmer qu'il y a eu un plan délibéré pour cibler et tuer des enfants. »

Nous avons écrit à Jeremy Bowen, le correspondant de la BBC au Moyen-Orient, le 26 octobre 2008. Nous lui

avons demandé pourquoi la BBC n'avait rien fait pour publier ce rapport explosif. Pourquoi la BBC n'a-t-elle pas révélé la pratique délibérée d'Israël de viser les enfants ? En clair, pourquoi la BBC ne fait pas mieux son travail pour couvrir les événements dans les territoires occupés ? Bowen n'a pas répondu.

Greg Philo, du Glasgow Media Group de renommée mondiale, a récemment chargé (l'agence de recherche) YouGov de sonder 2068 adultes britanniques pour leur demander s'ils pensaient qu'il fallait donner plus de temps de parole dans les médias à la version palestinienne, plus à la version Israélienne, ou le même pour les deux. 72% ont répondu que le temps devait être également réparti, et ceux qui pensaient que le point de vue palestinien devait être plus avantagé étaient deux fois plus nombreux que ceux qui pensaient qu'il fallait favoriser Israël. Le chiffre incroyable de 95% se déclaraient insatisfaits du traitement de l'information par les médias.

Les silences et les omissions persistantes dans la couverture des événements au Moyen-Orient sont les symptômes d'un profond parti-pris qui empêche l'opinion publique de connaître la véritable gravité des atteintes aux droits de l'homme commises par Israël. On n'entend pour ainsi dire jamais parler des « tabassages indiscriminés, de gaz lacrymogène, et les tirs contre les enfants », comme indiqué dans une étude de mille pages de Save The Children. L'âge moyen des victimes est de 10 ans ; la majorité d'entre eux ne lançaient même pas de cailloux. Dans 80% des cas où les enfants ont été touchés par balles, l'armée Israélienne a empêché les victimes de recevoir des soins médicaux. Le rapport conclut que plus de 50.000 enfants nécessitent des soins médicaux pour blessures, dont des blessures par balles, inhalation de gaz lacrymogène et multiples fractures. En 1989, un bulletin de la Ligue Israélienne pour les Droits Humains et Civiques, intitulé « Meurtre délibéré », signala le ciblage des enfants palestiniens mineurs. L'armée israélienne et des tireurs d'élite des « unités spéciales » avaient « soigneusement choisi » les enfants sur lesquels ils allaient tirer en visant la tête ou le cœur. D'autres éléments, provenant des groupes de défense des droits de l'homme israéliens et la presse israélienne, soulignent le recours intensif à la torture, comme le tabassage brutal ou les chocs électriques, contre des détenus, y compris des enfants. (12)

Amnesty International a aussi signalé que des groupes de civils palestiniens, dont des enfants, ont été « à de nombreuses occasions, délibérément l'objet de cibles ». Des soldats israéliens eux-mêmes ont avoué qu'ils avaient délibérément tiré et tué des civils désarmés, parmi eux des enfants. (13) Pendant de nombreuses années, Amnesty International a publié et condamné les atteintes aux droits de l'homme par Israël contre les Palestiniens des territoires occupés. La majorité de ces atteintes constituent des violations graves de la Quatrième Convention de Genève et par conséquent sont des crimes de guerre. (14)

Si c'est Israël, ce n'est pas du terrorisme.

Dans un documentaire de 2002, « Palestine Is Still The Issue », John Pilger interviewa Dori Gold, qui était à l'époque un haut conseiller auprès du Premier Ministre Israélien. Pilger lui demanda pourquoi Israël ne condamnait jamais ses propres responsables pour leurs actes terroristes comme il condamnait les actes terroristes contre Israël.

John Pilger : Lorsque ces désormais célèbres Israéliens (Menachem Begin, Yitzak Shamir and Ariel Sharon) commettaient des actes de terrorisme, juste avant la naissance de l'état d'Israël, vous auriez pu leur dire « rien peut justifier vos actes et toutes ces vies perdues ». Et eux vous auraient répondu que si, leurs actes étaient justifiés. Quelle est la différence ?

Dori Gold : Pour ce qui concerne la communauté internationale, je crois que nous sommes arrivés à un point d'accord global. Je crois qu'après le 11 Septembre le monde s'est réveillé brutalement. Parce que le terrorisme d'aujourd'hui n'est plus celui du terroriste fou, de l'anarchiste qui lance une bombe au milieu de la foule pour faire valoir son point de vue. Le terrorisme va se transformer pour passer du terrorisme actuel, sous la forme non-conventionnelle, vers un terrorisme nucléaire. Et il nous faut éliminer cette menace avant qu'il ne soit trop tard. Donc, que l'on parle de la lutte ici entre Israéliens et Palestiniens, de l'Irlande du Nord, du Sri Lanka ou de toute autre endroit du monde où le terrorisme s'exprime, toutes les démocraties doivent s'engager globalement pour éliminer cette menace. Point final.

JP : Est-ce que cela concerne le terrorisme d'état ?

DG : Aucun pays n'a le droit de s'en prendre délibérément à des civils, pas plus qu'une organisation quelconque.

JP : Qu'en est-il du terrorisme Israélien ?

DG : Il faut faire très attention avec le terme de terrorisme. Le terrorisme signifie que l'on cible délibérément des civils, que l'on mène une sorte de guerre contre eux. C'est cela le terrorisme contre les écoles, les cafés, les centres commerciaux israéliens. Israël cible, dans la mesure de ses capacités, les organisations terroristes palestiniennes.

JP : D'accord, mais lorsqu'un sniper israélien tire sur une vieille dame qui marche avec une canne et qui tente de se rendre à l'hôpital pour sa chimiothérapie, cela s'est produit dans un cas sous les yeux de la presse internationale - et franchement je pourrais passer la journée à vous énumérer des cas semblables - n'est-ce pas du terrorisme ?

DG : Je ne connais pas le cas dont vous parlez, mais je suis convaincu d'une chose. Un Israélien qui vise – y compris un sniper – vise celui qui est engagé dans une activité terroriste. Malheureusement, comme dans toute guerre, il arrive que des civils soient tués par accident. Le terrorisme signifie placer délibérément un civil dans la ligne de mire.

JP : C'est justement ce que je viens de vous décrire.

DG : C'est ce que ... Non. Je vous assure que ce n'est pas comme ça que ça s'est passé.

JP : Si, c'est comme ça que ça s'est passé. Et je crois que c'est là le problème, on a du mal à croire que le terrorisme puisse s'exercer des deux côtés. Votre définition du terrorisme est correcte, concernant les civils. Et les kamikazes sont des terroristes.

DG : si vous mélangez le terrorisme et le contre-terrorisme, si vous créez une sorte d'équivalence morale entre les deux, ça va poser un problème non seulement pour Israël mais pour l'ensemble de l'alliance occidentale. Parce que nous sommes tous menacés.

John Pilger conclut : « Il est difficile de distinguer le « contre-terrorisme » d'Israël du terrorisme tout court. Quelle que soit leurs cibles, ce sont les innocents qui sont visés. (15) »

(...)

Traduction VD pour le Grand Soir

<http://www.legrandsoir.info>

ARTICLE ORIGINAL

<http://www.medialens.org/alerts/11/...>

<http://www.medialens.org/>

(1) [http://www.pchrgaza.org/files/ Pres...](http://www.pchrgaza.org/files/Pres...)

(2) [http://www.electronicintifada.net/ ...](http://www.electronicintifada.net/)

(3) [http://www.medialens.org/alerts/ 08...](http://www.medialens.org/alerts/08...) et [http://www.medialens.org/alerts/ 08...](http://www.medialens.org/alerts/08...)

(4) <http://rememberthesechildren.org/about.html>

(5) PCHR, op. cit., p. 46

(6) PCHR, op. cit., p. 14

(7) Courrier électronique, 31 Octobre, 2008

(8) courrier électronique, 27 Octobre, 2008

(9) <http://www.guardian.co.uk/world/200...>

(10) Al-Jazeera, 22 Octobre, 2008 ; <http://au.youtube.com/watch?v=PTzQO...>

(11) Philo, 'More News, Less Views', 30 septembre, 2008 ; <http://www.gla.ac.uk/centres/mediag...>

(12) Mike Berry and Greg Philo, 'Israel and Palestine - Competing Histories', Pluto Press, London, 2006, pp. 86-87

(13) Ibid., p. 116.

(14) Ibid., pp. 60-61

(15) John Pilger, 'Israeli Terror', <http://www.johnpilger.com/page.asp...> ; 'Palestine Is Still The Issue'

documentaire : <http://video.google.co.uk/videopla...> ;

l'interview de Dori Gold commence à 34 mins 32 secs

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2008-11-20%2016:12:07&log=invites>

---

## 5-4 Salama A. Salama : Les Européens brisent le blocus.

La Cour administrative a rendu un verdict obligeant les autorités égyptiennes à permettre aux caravanes de secours organisées par des ONG ou des députés de se rendre aux territoires occupés. Ce verdict implique, en plus de la vision juridique existant dans la Constitution et qui stipule la liberté de déplacement, une condamnation des procédures d'interdiction qui vont à l'encontre de la politique annoncée de l'Égypte, refusant que le peuple palestinien soit affamé.

Ce verdict a été prononcé dans un climat tendu apparu clairement dans les relations entre l'Égypte et le Hamas. Et ce, à cause de l'échec des efforts de conciliation adoptés par l'Égypte. En même temps, le navire qui transportait des députés européens et des activistes soutenant la cause palestinienne quittait Gaza. Ces activistes, dont des députés britanniques, un membre au Conseil des Lords et une ex-ministre au gouvernement de Tony Blair, ont réussi à briser le blocus israélien imposé à Gaza. Ils ont présenté aux habitants de la ville assiégée de grandes quantités de nourriture et de médicaments. Et ont également emmené avec eux un nombre d'étudiants et de malades qui étaient enfermés à l'intérieur de la bande à cause de la fermeture du point de passage de Rafah.

Ce n'est pas la première fois que des activistes européens expriment de façon concrète leur compassion envers la situation inhumaine et illégale imposée à la bande de Gaza. La léthargie et le silence arabes ont de plus en plus renforcé la situation, même après qu'Israël eut interrompu l'approvisionnement en combustibles et électricité. Toutes les pratiques

considérées comme des crimes de génocide. C'est la troisième fois en trois mois que des députés européens réussissent à briser le blocus, alors que les députés arabes n'ont pas bougé le doigt. Les médias arabes, à part quelques rares exceptions, ont négligé les tentatives européennes de casser le blocus et ont atténué l'ampleur des pratiques israéliennes. L'objectif était peut-être de couvrir les rencontres et les pourparlers qui étaient effectués avec des responsables israéliens. Et ce en vue de reprendre ce qui était appelé les promesses d'Annapolis et les illusions d'Olmert qui lui sont tombées sur la tête après sa démission. Dans des circonstances pareilles, il n'était pas bizarre de voir échouer le dialogue palestinien dans lequel le Hamas s'est retrouvé engagé sous la pression de nombreuses parties, dont les objectifs sont, de façon directe ou indirecte, communs. Ces parties sont Israël, l'Autorité palestinienne, les Etats-Unis et l'Egypte. Même si nous supposons que ce dialogue aurait pu créer un climat positif permettant de dépasser les différends palestiniens, son objectif essentiel est d'obliger le Hamas à renoncer à son pouvoir à Gaza. Et par conséquent, à entrer dans l'axe des négociations auquel s'est engagé Abou-Mazen pour garantir le renouvellement de son mandat et anéantir totalement la résistance pour qu'elle n'ait plus en main ni missile ni fusil. Le problème ne réside donc pas dans le fait que le Hamas suit un agenda régional (l'Iran), mais dans le fait que les autres parties suivent un agenda américain régional qui jusqu'à aujourd'hui a prouvé son inutilité.

Salama A. Salama

Al-Ahram Hebdo

Semaine du 19 au 25 novembre 2008, numéro 741

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2008/11/19/opin2.htm>

---

## 6 Annexe

### 6-1 Yrom : Obama, l'Afrique et le Monde.

Après l'élection d'Obama président des Etats-Unis d'Amérique, s'est abattue, sur Abidjan, une pluie persistante accompagnée de grondements de tonnerre si forts, si répétitifs et si proches de la terre que je n'ai pu m'empêcher de penser : Est-ce un message des dieux, un signe que Dieu nous envoie pour attirer notre attention sur quelque chose d'important qui nous échappe, mais quoi ?

Ce ne peut être l'élection d'Obama que le monde déjà célèbre, en Afrique encore plus qu'ailleurs. Que ce soit dans les rues ou les titres de journaux le mot incroyable ne cesse de revenir. Nous savons que Dieu ne se mêle pas aux petites manifestations de joie et de peines des humains... et puis, ce qui aux humains paraît incroyable, n'est, du point de vue de la distance divine, qu'un simple signe de la normalité. En effet avec l'avènement de l'ordinateur et des satellites qui ont transformé le monde en « village planétaire » quoi de plus normal qu'un fils de « berger » de la tribu Luo devienne président des USA ?

Alors sur quoi donc les dieux voulaient-ils attirer notre attention ? Qu'est-ce qui ne va pas ?

Ces grondements de tonnerre ne sont-ils pas un reproche aux humains, de trop vite se réjouir sans avoir compris le sens profond du signe ? Notre naïveté de prendre le premier venu pour le messie. Tous les peuples du monde aspirent au changement. Obama n'est pas un messie et n'apportera pas ce changement profond dont les peuples ont besoin. Obama est un symbole de la réussite individuelle. Bravo pour le symbole et à nous les rêves. Il est aussi le symbole de toutes les minorités victimes d'exclusion. Confondre le symbole et la réalité, c'est prendre les vessies pour des lanternes.

Je suis un noir, mais je ne me mettrai pas en fête pour l'élection d'un président fût-il Obama. Je crois m'être guéri de cette fausse fierté africaine qui n'apporte pas grand chose au monde. Tous les êtres se valent et méritent tous une haute considération. Aucun n'est supérieur à l'autre, quelle que soit sa couleur (bleue, jaune, blanche ou noire), quel que soit le matériau dont il est fait (pierre, métal, liquide ou chair).

Il ne s'agit nullement de banaliser Obama, un homme d'une si haute valeur dont nous n'atteignons même pas la cheville ; mais de réfléchir et d'être conscient du type de changement que nous souhaitons du monde.

Avec ces élections, nous sommes de plain-pied dans le spectacle du politique.

Si la religion est l'opium du peuple (Marx), nous pourrions dire que la politique est un folklore pour divertir le peuple, pendant qu'on l'exploite de toutes les manières.

Ne nous faisons pas d'illusions. Obama élu président ne sera plus Obama, il sera le Président des Etats-Unis d'Amérique. Selon McLuhan, ce prophète de la communication, le contenant est plus puissant que le contenu. Ce pouvoir que le contenant détient sur le contenu est un effet dont il faut tenir compte sous peine de se fourvoyer.

L'Afrique est un continent très instructif à bien des égards, qui nous révèle la véritable nature de certaines notions occidentales. Nous avons bien vu, en Afrique, que les présidents ne sont rien d'autre que la caricature de la dictature coloniale. À tel point que les populations de certains pays en viennent à préférer la situation antérieure.

L'Indépendance des pays africains ? Une simple perpétuation de l'état colonial si ce n'est son renforcement. Tout comme aux Etats-Unis d'ailleurs, où l'Indépendance repose sur le génocide des autochtones (Indiens) auxquels les colons n'ont jamais rendu l'indépendance qui leur avait été prise.

Les WASP (blancs anglo-saxons protestants) aux Etats-Unis, ont confisqué le pouvoir pendant des siècles comme étant leur propriété exclusive. Ils sentent que leur temps est terminé et Obama est pour eux une chance de pouvoir maintenir un système anachronique qui aurait besoin de réformes profondes. Pour les populations

noires et toutes les minorités exclues, l'élection d'Obama risque d'être cet arbre qui cache la forêt, une façon de désamorcer la véritable restitution du pouvoir aux peuples.

Pourquoi, me diriez-vous, le pouvoir des WASP serait-il, miraculeusement, terminé ?

Et pourquoi faudrait-il nécessairement « restituer » le pouvoir aux peuples, ne l'ont-ils pas déjà dans un système démocratique ?

Nous risquons de ne pas trop nous comprendre surtout en ce moment où les esprits excités mettent Obama à toutes les sauces : Un noir à l'Élysée ? Un Pape noir ? Pourquoi pas un noir Premier ministre ou Empereur du Japon ? Un délire de confusion qui fait écrire : « *L'élection d'Obama à la tête des États-Unis sonne comme l'aboutissement d'une longue marche vers la démocratie.* »[1] Pour éviter de fausses polémiques des clarifications sont nécessaires.

Dans le village planétaire, l'on ne jure plus que par la communication. Tout est régi par la communication et rien ne peut être résolu sans elle. C'est encore la communication qui nous induit dans ce « délire de confusion » dont nous parlons (écrivons). Cela fait partie de l'essence même de la communication que de créer des relations et des confusions entre des éléments de natures différentes. C'est un cercle vicieux, comment s'en sortir ?

Pour ne pas tomber dans le piège permanent, nous devons être, continuellement, conscients du fonctionnement de la communication et des effets du médium.

Toute situation de communication met en branle des relations entre des médiums.

Qu'est-ce qu'un médium ?

Toute existence ou toute force matérielle, virtuelle ou imaginaire est un médium : l'Air, le grain de Sable, le Roi, le Pentagone, l'Union Européenne, le Papier, l'Alphabet, la Constitution, la Présidence, la Voiture, Barack Obama, le Livre, la Lumière, l'Électricité, ... tout est médium.

Tout médium détient des pouvoirs et produit des effets. Le médium, terme d'origine latine, signifiant : centre, milieu, est créateur d'environnement. La méthode de classification des environnements (médiums) est des plus simples. C'est celle qui prévaut en matière de communication, par emboîtement des uns dans les autres, telles des poupées russes ou des boîtes gigognes (M. McLuhan [2]).

Face à un problème, tous les médiums ne sont pas impliqués en même temps, le niveau d'intervention dépend de la nature du problème à résoudre. Le succès et l'échec de l'action ou du projet sont liés à l'utilisation ou la non-utilisation du courant principal de l'environnement concerné. Comment déterminer ce courant principal ?

**Communication : Le Visible et l'Invisible**

Les humains qui ont la chance de connaître le XXI<sup>e</sup> siècle vivent dans un univers extrêmement riche du point de vue de la communication. Un monde « *triséqué* [3] » selon le terme du couple futurologue Toffler, c'est-à-dire un monde global habité par trois grandes civilisations en mouvement : « *la première vague* », la civilisation agraire, « *la deuxième vague* », la civilisation industrielle et « *la troisième vague* [4] », la civilisation de l'ordinateur.

Le médium principal de la civilisation agraire est l'Oralité (ondes et vibrations sonores).

La civilisation industrielle a pour moteur l'Alphabet phonétique (visuel).

La civilisation de l'ordinateur fonctionne avec les Ondes Électriques assimilables aux vibrations sonores.

De ces trois grandes civilisations, deux fonctionnent sur des ondes (vibrations orales et électriques) : la civilisation agraire et la civilisation de l'ordinateur. Le village traditionnel et le village planétaire ont en commun le même esprit magique.

Seule la civilisation industrielle, isolée et prise en étau entre les deux, fonctionne sur un médium visuel : l'alphabet phonétique qui exclut les vibrations sonores. Il est clair que le courant principal qui se dégage désormais de ce monde est un courant oral favorable à l'homme et aux peuples dont la vie est liée aux vibrations orales.

C'est à cause de ce courant principal que nous pouvons écrire que le pouvoir (exclusif) des WASP (blancs anglo-saxons protestants) est terminé. En revanche ceux qui auraient le projet d'exclure les WASP du pouvoir n'y parviendront pas car le courant actuel est favorable à l'intégration. Cette idée du courant principal est très importante à comprendre. C'est la compréhension des effets du courant principal qui fait que les victimes pourront accepter l'idée que les « bourreaux » n'étaient pas responsables mais eux-mêmes victimes de la manipulation du courant principal. Il serait injuste d'accuser l'autre de profiter de ce courant principal car à sa place nous aurions fait ce qu'il a fait : profiter du courant principal, ce qui est tout à fait normal.

Tous les maux dont l'humanité a souffert pendant près de quatre siècles de civilisation industrielle : colonisation industrielle, esclavage massif, discriminations, exclusions, génocides et exterminations des communautés sont des effets insoupçonnés de l'écriture et non le fait des hommes.

Les USA sont aujourd'hui le pays le plus exposé aux agressions injustes, ils sont accusés de crimes dont ils ne sont pas les véritables auteurs.

Les États-Unis, depuis la Constitution de 1787, et pratiquement tous les états du monde moderne, fonctionnent sur un « tapis volant » : Papier-Écriture. Cela a bien fonctionné pendant longtemps. Actuellement dans un environnement oral ce « tapis volant » devient anachronique et fonctionne à contre-courant. Nous voyons bien, avec la crise financière internationale que ce « tapis volant » est atteint en plein cœur : dans le crédit. C'est toute notre conception de l'économie et des finances, héritée de la période du Livre, qui est remise en cause.

Les États-Unis n'ont aucun ennemi sérieux au monde, nous sommes tous des alliés. Simplement, il faudrait arrêter d'imposer au monde une politique anachronique. A commencer par réécrire la Constitution dans un esprit nouveau et sur un support multimédia sensible aux expressions de tous les peuples.

« *La constitution des États-Unis est le plus important des produits d'exportation américains*[5]. »

Le changement du support de cette Constitution (écrite), du papier au support multimédia, ouvrira la voie vers la confection d'une véritable démocratie digne des peuples du XXI<sup>e</sup> siècle. Car, le modèle de la démocratie imposé

au monde par l'Occident, s'avère être la pire des dictatures : celle du parti unique de l'écriture contre toutes les croyances tribales et orales des populations de la planète.

Yrom

Conseiller en Veille Technologique et Culturelle

Abidjan Cote d'Ivoire Afrique [1] Tra Bi Charles, « *Leçon de démocratie* » Soir Info (quotidien ivoirien) no 4256 du samedi 08 Novembre 2008, p. 4.

[2] McLuhan, Marshall. 1968. *Pour comprendre les médias*. Paris : Mama/Seuil.

[3] Toffler, Alvin & Heidi. 1993. *War and Anti-War*. New York : Little, Brown and Company. Trad. française, 1994. *Guerre et Contre-Guerre*. Paris : Fayard.

[4] Toffler, Alvin. 1980. *The Third Wave*, London : William Collins & Co. Ltd.

[5] Albert Blaustein <http://usinfo.state.gov/journals/itdhr/0304/ijdf/blausteinf.htm>

[http://www.agoravox.fr/article.php3?id\\_article=47549](http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=47549)

<http://libanresistance.blogspot.com/2008/11/il-faut-faire-vite-et-bien-18112008.html>

---

## 6-2 Jean Ziegler : "La haine de l'Occident"

**A LIRE ABSOLUMENT:**

Membre du haut Conseil des droits de l'Homme aux Nations Unies et ancien rapporteur des Nations Unies sur l'alimentation, Jean Ziegler, dans son nouveau livre "La haine de l'Occident", ne dresse pas seulement un saisissant réquisitoire contre "l'ordre meurtrier de l'Occident", contre son arrogance et son déni de justice à l'égard des pays du Sud, c'est à dire des trois quarts de la population mondiale. Il montre que la "mémoire collective resurgie" des peuples affamés, pillés, assassinés, est une force historique qui peut changer le monde.

"Après un enfouissement des traumatismes par les sociétés qui ont subi un choc...nous vivons le temps du retour à la mémoire. Les peuples 'brusquement' se souviennent des humiliations, des horreurs subies dans le passé. Ils ont décidé de demander des comptes à l'Occident".

Et c'est une bonne chose, explique Jean Ziegler.

Tout d'abord, parce que le passé négrier et colonial de l'Europe est "moralement, spirituellement indéfendable", comme disait Aimé Césaire, et parce qu'il est sans aucune comparaison avec toute autre forme d'exploitation et de meurtre dans l'histoire de l'humanité. Jean Ziegler reprend à son compte le commentaire d'Edgar Morin : "La domination de l'Occident est la pire de l'histoire humaine dans sa durée et son extension planétaire", d'autant que les Occidentaux n'ont jamais dépassé 24 % de la population mondiale et qu'aujourd'hui ils n'en représentent que 12,8 %.

Et pour tous ceux qui n'auraient pas une vue complète des horreurs commises par les puissances occidentales, ou qui penseraient qu'elles sont loin derrière nous, Jean Ziegler développe plusieurs chapitres largement méconnus de ces 500 ans de crimes contre l'humanité et de cette "obsession occidentale de détruire les cultures et identités qui les avaient précédées".

Pour ne citer que ceux-là :

le rapt des enfants autochtones en Tasmanie (Australie) admis par les Anglais depuis 1836 jusqu'en 1969, date de son abolition (!). Puisque par ordre de la Couronne, tous les enfants autochtones à partir de l'âge de 3 ans étaient enlevés à leur famille et mis dans un orphelinat où ils étaient castrés, stérilisés, violés, mutilés.

même phénomène au Canada où s'est pratiqué le rapt des enfants d'ethnie indienne jusqu'en 1960. Ce n'est que le 10 juin 2008, que le gouvernement britannique a présenté des excuses aux peuples autochtones pour les 150 000 enfants enlevés, agressés sexuellement et psychologiquement.

Jean Ziegler rappelle que ce que Karl Marx écrivait déjà en son temps : "Le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores. Il fallait pour piedestal à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe, l'esclavage sans fard dans le nouveau monde (...) Les trésors directement estorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage par la concussion, le pillage et le meurtre, refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital", est toujours vrai.

A propos des conséquences bien actuelles de cette politique, qui a pris le nouveau visage du néo-libéralisme, il souligne à quel point "le sous-développement a été accru par les mercenaires de l'OMC et du FMI".

Toutes les 5 secondes, un enfant de moins de 10 ans meurt de faim. 100.000 personnes meurent ainsi chaque jour. 500 000 femmes sont mortes en couches en 2007 en Afrique sub-saharienne. 1,7 milliard d'être humains n'ont pas accès aux soins primaires (vaccinations, médicaments...). 123 millions de personnes sont sous-alimentées en permanence, alors que l'agriculture mondiale est actuellement capable de nourrir 12 milliards d'êtres humains. Et entre 2001 et 2007, 125 000 paysans indiens se sont suicidés à cause de la "libéralisation" de l'agriculture (et de manière horrible, c'est à dire en avalant un bidon de pesticides, la substance qui les avait ruinés).

Aucune fatalité, donc, dans tout cela. "Un enfant qui meurt de faim aujourd'hui, est un enfant assassiné", fait-il remarquer, condamnant le "négationnisme" et "l'arrogance" de nos dirigeants, tel un Sarkozy refusant de s'excuser sur les massacres de Sétif ou allant déclarer à Dakar que "l'homme africain est responsable des malheurs de l'Afrique".

"Un Occident dont les pratiques démentent constamment les valeurs qu'il proclame. D'où la méfiance, voire l'aversion des pays du sud pour cet Occident qui tente depuis des siècles de confisquer à son seul profit le mot "humanité". D'où la "ruine des Nations Unies", souligne-t-il.

Jean Ziegler illustre ce double langage avec l'exemple du Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique et l'un des plus riches du monde "mis en coupe réglée par les seigneurs de la guerre économique mondiale".  
"la Haine raisonnée de l'Occident", "l'affirmation identitaire autochtone face à la prétention universaliste du dominateur occidental", sont une "nécessité". Elles ont permis pour la première fois depuis 500 ans, l'arrivée au pouvoir, en Bolivie, d'un paysan indien, Evo Morales, qui reprend le contrôle des immenses richesses de ce pays, pour les restituer à une population qui est, paradoxalement, parmi les plus pauvres du monde.  
C'est donc sur l'espoir d'un nouvel ordre mondial créateur de justice et d'équité que débouche "la Haine de l'Occident". (Editions Albin Michel. 20 euros. En vente dans toutes les bonnes librairies, dont la librairie Résistances !)

CAPJPO-EuroPalestine

**Publié le 20-11-2008**

<http://www.europalestine.com/spip.php?article3489>